

**Réponse d'Eutelsat à la consultation publique de l'Arcep sur l' « Attribution de fréquences dans les bandes 900 MHz, 700 MHz et 3,4-3,8 GHz en Guadeloupe et en Martinique »**

Issy-les-Moulineaux, le 4 avril 2023

L'opérateur satellitaire Eutelsat apprécie que l'ARCEP permette à tous les acteurs concernés par le déploiement des réseaux mobiles 5G en bande 3400-3800 MHz en Guadeloupe et Martinique de s'exprimer au moyen de la consultation publique du 16 février 2023 relative à l' « Attribution de fréquences dans les bandes 900 MHz, 700 MHz et 3,4-3,8 GHz en Guadeloupe et en Martinique ».

Eutelsat souhaite apporter ci-dessous ses commentaires relatifs à cette consultation de l'Arcep, notamment au sujet de la coexistence avec les stations terriennes du service fixe par satellite (SFS) dans la bande 3,8 – 4,2 GHz.

Bien qu'actuellement pas directement concerné, Eutelsat, éventuellement par le biais de ses clients, pourrait développer ses activités en bande 3,8 – 4,2 GHz en Guadeloupe et Martinique, alors que plusieurs de ses satellites couvrent ces territoires en bande C. D'autres acteurs pourraient faire de même, au vu de l'importance des communications par satellite en bande C pour les liaisons internationales, et ce d'autant plus que cette bande de fréquence est particulièrement adaptée au climat tropical.

Il apparaît donc nécessaire que ces développements futurs ne soient pas contraints par les réseaux mobiles en-dessous de 3800 MHz. L'ensemble de la bande 3,8 – 4,2 GHz est exploitable par les opérateurs de satellites pour des services fixes par satellite, et l'Arcep doit assurer, sur l'ensemble des territoires de la Guadeloupe et de la Martinique, le libre déploiement, les évolutions sans contraintes et la protection des antennes à l'avenir dans cette bande.

Eutelsat, dans le cadre de sa réponse du 26 novembre 2021 à la consultation précédente du 13 septembre 2021 sur le « Projet d'annexe à la décision proposant les modalités d'attribution de fréquences dans les bandes 700 MHz et 3,4 – 3,8 GHz en Martinique et en Guadeloupe », a pleinement détaillé les raisons de garantir la protection et la possibilité de développement des services fixes par satellite dans la bande 3,8 – 4,2 GHz en Guadeloupe et Martinique. Sans les reproduire à nouveau ici, nous soulignerons la criticité de la disponibilité de cette bande de fréquence dans les Antilles. En raison de la situation climatique avec une forte pluviométrie dans ces régions tropicales, la bande C apporte une robustesse de signal inégalée par les autres bandes de fréquences Ku et Ka et demeure donc indispensable pour la fourniture de certains services par satellite avec la qualité requise. Par ailleurs, les stations terriennes déployées ou à déployer dans ces régions sont principalement des terminaux utilisateurs au lieu de stations maîtresses de réseau, alors que c'est l'inverse en France métropolitaine.

Le nombre de stations est par conséquent plus élevé, potentiellement déployées sur l'entièreté des territoires mais avec une prépondérance (bien que non exclusive) dans les zones urbaines et péri-urbaines, c'est-à-dire directement là où sont situés les utilisateurs des liens par satellite. La disponibilité de la bande C est donc critique dans ces régions pour le maintien de services par satellite essentiels.

Au vu de cette situation, et en appliquant par extrapolation la méthode retenue pour la France métropolitaine, il sera fort probable que l'ensemble des stations terriennes existantes et futures en Guadeloupe et Martinique soient catégorisées par l'Arcep en sites « à impact fort », c'est-à-dire sans protection assurée au-delà du terme de la licence actuelle, voire sans possibilité d'obtenir une licence, ce qui empêcherait tout maintien ou développement des services par satellite dans ces territoires. Une approche aussi extrême serait préjudiciable à la connectivité internationale de ces territoires.

Nous notons que dans cette consultation, en partie 3 de la page 5, « l'Arcep prévoit de revoir son projet de modalités d'attribution des bandes 700 MHz et 3,4 - 3,8 GHz en Guadeloupe et en Martinique ». Nous invitons l'Arcep à engager une consultation publique relative à ces nouvelles modalités d'attribution nous permettant de proposer et discuter des solutions à envisager afin de permettre une réelle coexistence pérenne entre services terrestres et satellites en bandes adjacentes.

Eutelsat reste à la disposition de l'Arcep afin de contribuer à la définition des modalités de déploiement des réseaux mobiles dans la bande 3,4-3,8 GHz tout en garantissant la protection et la possibilité de développement des services fixes par satellite dans la bande 3,8 – 4,2 GHz en Guadeloupe et Martinique.